

SEUIL

Pierre Kende
Krzysztof Pomian

1956 : Varsovie-Budapest

*La deuxième révolution
d'Octobre*

N.C.

1956

1956
VARSOVIE-BUDAPEST

BUDAPEST

LA DEUXIÈME RÉVOLUTION DOCTORALE

TRADUCTIONS PAR HENRI WATTEL
ET ANTOINETTE VERNY

83

16° M

10265

ÉDITIONS DU SÉUIL

17, rue Jacob, Paris VI

1956
VARSOVIE-BUDAPEST

92
92
1956
VARSOVIE
BUDAPEST

LA DEUXIÈME RÉVOLUTION D'OCTOBRE

TEXTES RÉUNIS PAR PIERRE KENDE
ET KRZYSZTOF POMIAN

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

DL-15-03-1978-06868

1978

VARSOVIE
BUDAPEST

LA DEUXIÈME RÉVOLUTION D'OCTOBRE

ÉTATES-UNIES D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME-UNI



ISBN 2-02-00-4790-X.

© ÉDITIONS DU SEUIL, 1978.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Avant-propos

Voici réunies en volume les principales contributions d'un colloque qui eut lieu à Paris en fin septembre 1976 et qui a permis à une poignée d'intellectuels venus des quatre coins du monde de revivre et faire revivre la vérité de l'année 1956.

*Un
congrès*

1956, année zéro d'un *xx^e* siècle « bis »; année de l'impensable, de l'inattendu, de l'invraisemblable; année de référence pour tout socialisme passé, présent et à venir; année — ô combien proche et néanmoins lointaine! — où « l'imposture totalitaire a fini par éclater ». Et puisque ladite imposture n'en continue pas moins de se propager à travers le monde : année de la raison retrouvée et aussitôt reperdue, année d'un message prématuré, donc refoulé, gardé sous scellés et annulé chaque fois que, quelque part, à propos de l'avenir, on se pose les questions vraies...

Voilà pourquoi ce colloque qui allait réunir un aréopage plus que respectable, académiquement parlant, a dû se faire en dehors de tout patronage institutionnel et, notamment, académique. Voilà aussi pourquoi les « eurocommunistes », pourtant invités avec courtoisie et insistance, ont préféré se tenir à l'écart. Ont-ils craint, les uns et les autres, d'être entraînés trop loin et d'indisposer quelqu'un de lointain et néanmoins proche?

Le colloque 1956, comme beaucoup de manifestations de cette nature, est né d'une rencontre fortuite, à la faveur d'une amitié naissante et grâce à une idée lancée au moment opportun. Quelque part à Paris, alors qu'ils prenaient un pot dans un bistrot, un exilé hongrois disait à un Polonais expatrié (à moins que ce fût l'inverse) : « N'est-il pas extraordinaire que, depuis vingt ans, aucune manifestation n'ait réuni les vôtres et les nôtres pour qu'ils dressent le bilan d'un combat

qu'ils avaient mené au même moment, avec les mêmes ambitions, contre le même adversaire? Et où ils ont échoué, les uns après les autres, faute de l'avoir gagné ensemble? » L'idée de confronter les deux expériences était si simple, si évidente, qu'il suffisait d'y penser. La persévérance a fait le reste. Onze mois plus tard, dans une salle de congrès de la rive gauche — l'une de ces salles en location dont la seule existence est, pour un Européen de l'autre côté, tout un programme de liberté —, on a vu rassemblé pour la première fois un échantillon représentatif de la révolution est-européenne : Polonais, Hongrois, Tchèques, entourés de nombreux amis français et autres.

Encore faut-il donner quelques précisions au sujet de cet « échantillon ». Il était composé d'intellectuels, certes, puisque, dès l'origine, l'ambition de la réunion était scientifique autant que politique. Échantillon de « militants » aussi? Oui, dans la mesure où la plupart des participants polonais et hongrois étaient, d'une façon ou d'une autre, associés à l'effervescence intellectuelle qui avait préparé l'explosion de 1956. Mais ce qui a surtout marqué le colloque, c'est le fait que la quasi-totalité de ses participants, polonais, hongrois, tchèques, appartenait à ce qu'on pourrait appeler la gauche est-européenne. Ce qui a d'emblée assuré la sympathie et le concours actif d'éminents représentants de la pensée socialiste et libérale française.

Il est hautement significatif qu'en 1976 une telle réunion n'ait pu avoir lieu que dans un pays d'accueil. Et que, sauf exception, ses protagonistes ne pouvaient être que des gens que leurs positions et exigences intellectuelles avaient condamnés à l'exil. Combien pourtant il eût été plus normal que cette assemblée se réunît à Budapest ou à Varsovie pour mener ses débats devant un public de témoins et d'héritiers! Le fait que, vingt ans plus tard, une telle réunion reste impensable à Budapest comme à Varsovie, donne à lui seul la mesure de la contradiction dans laquelle se débat la gauche européenne, et indique l'imperméabilité du chemin qu'elle a à parcourir.

Calomnie et silence à l'Est, oubli et méconnaissance à l'Ouest. Devant ce triste constat, il nous a semblé que notre colloque avait à répondre à une double exigence du fait même qu'il allait s'adresser à deux publics. A l'intention d'un public présent, proche et tangible — celui de la terre d'accueil —, il fallait décoder le message d'un événement, encore et toujours refoulé, de façon à le rendre recevable. A l'autre public, physiquement lointain mais bien présent à toutes nos

AVANT-PROPOS

pensées — celui de nos pays d'origine —, on devait un *bilan*. Bilan de 1956 à la lumière des vingt ans écoulés. Un bilan honnête, sans fureur et sans rêverie, mais qui ne verse pas dans le fatalisme et qui, de ce fait, oppose au désespoir des vaincus certaines virtualités de la situation présente.

C'est en fonction de cette double préoccupation — pour ne pas dire : double engagement — que nous avons fixé les thèmes du colloque et le cheminement des débats. L'accueil des deux publics a dépassé nos espoirs. Mais en définitive, c'est au lecteur de juger si les lumières apportées par ce colloque ont été à la hauteur de ses ambitions.

Les textes qui se trouvent réunis dans ce volume ont été tous présentés au colloque, comme communication ou comme intervention, certains tels qu'ils paraissent ici, d'autres dans une mouture provisoire ou improvisée, donc légèrement différente de la présente version définitive. Compte tenu des limites qui nous ont été fixées par l'éditeur, il ne nous a pas été possible d'accueillir ici toutes les communications du colloque ni de rendre compte, même succinctement, des discussions qui les ont suivies. Notre seule consolation est qu'au prix de cette opération chirurgicale, certes regrettable au point de vue documentaire, notre volume a gagné en unité et en lisibilité.

La structure du volume correspond à un itinéraire logique plus que chronologique : nous partons de l'analyse des événements (I) pour nous interroger sur leur signification (II et III); de là, on passe à l'esquisse des répercussions (IV et V) pour terminer sur quelques interrogations concernant le futur (VI). Cet ordre des textes suit en gros celui des débats avec toutefois quelques modifications rendues nécessaires par le contenu même des exposés. Il nous a semblé utile d'ajouter à ce recueil une chronologie succincte des événements de 1956 et une bibliographie pouvant mettre en route le lecteur dont ce serait la première rencontre avec le chapitre d'histoire ici traité.

Il nous reste à remercier tous ceux qui, par leurs contributions précieuses — et jusqu'au bout, bénévoles —, nous ont permis de mener à bonne fin cette entreprise. Il nous reste aussi à souhaiter que ce livre

AVANT-PROPOS

de réflexion et de combat, qui marque peut-être le début d'une nouvelle conscience est-européenne, fasse son chemin dans les deux publics.

Pierre Kende, Krzysztof Pomian.
Paris, printemps 1977

L'EXPLOSION, SON ARRIÈRE-PLAN ET SON CONTEXTE

Les auteurs ont cherché à rendre compte de la situation économique de la France en 1977, en analysant les principaux secteurs de l'économie et les perspectives de développement.

Les auteurs ont cherché à rendre compte de la situation économique de la France en 1977, en analysant les principaux secteurs de l'économie et les perspectives de développement.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SON CONTEXTE



Les mécanismes de la domination soviétique au temps de Staline

Dès que commença l'expansion soviétique en Europe orientale et centrale, analystes et commentateurs occidentaux, pour chercher une explication cohérente à la conduite de Staline, se référèrent couramment, tantôt à la politique de Pierre le Grand, tantôt à la pensée de Karl Marx. Dans les années 1944-1948, la référence à Pierre le Grand l'emportait; ensuite (dans les années 1949-1952), le tsar céda la place à Karl Marx. En fait, pour choisir une politique en Europe centrale et orientale, Staline n'avait guère besoin de deux inspireurs, plus ou moins discutables; il ne puisait d'inspiration ni dans l'imagination ni dans l'érudition, mais plutôt dans l'expérience et la routine : donc, dans ce qu'il avait vu Lénine faire et dans ce qu'il avait fait lui-même à sa suite.

Vues avec un recul de trente ans, les idées directrices de Staline, à propos de l'Europe centrale en 1945, apparaissent assez claires aujourd'hui. A la question léniniste : « Que faire? », sa réponse était toute prête : Ces pays doivent tomber dans la même dépendance à l'égard de l'Union soviétique que leurs propres partis communistes connaissaient déjà à l'égard de l'Internationale communiste (Kominintern). La formule stalinienne, mise en pratique avec succès en ce qui concernait les partis communistes, devait être désormais étendue aux pays eux-mêmes, sommés de se soumettre aux ordres de Moscou. Fût-ce à l'issue de diverses péripéties, et même d'incidents de parcours, comme cela avait été le cas précédemment avec les partis communistes.

La formule — la recette — stalinienne exigeait les éléments suivants :

1. L'expansion du communisme ne doit pas résulter de la victoire des forces révolutionnaires autochtones, mais de l'intervention décisive

de l'Armée rouge soviétique. Dès 1921, au temps de Lénine, deux pays — les deux premiers — étaient tombés sous le pouvoir communiste, grâce à la seule intervention de l'Armée rouge soviétique : la Géorgie, où les communistes représentaient moins de 3 % de l'électorat et la Mongolie-Extérieure. De même, si en 1920, la Pologne avait vu s'instaurer un régime communiste, le mérite en serait entièrement revenu à l'Armée rouge soviétique et nullement au prolétariat révolutionnaire polonais ou au PC.

« Au commencement était l'action », dit Goethe. Au commencement était l'Armée rouge, Moscou le maintenait fermement. Elle était l'alpha, mais aussi l'omega : ce n'est pas par hasard que deux pays ramenés *in extremis* dans le giron du « socialisme » à la soviétique : la Hongrie, en 1956, et la Tchécoslovaquie, en 1968, ont été « sauvés » grâce à l'intervention de l'Armée rouge. En revanche, trois pays qui ont pris leurs distances ou rompu avec l'URSS, la Yougoslavie, l'Albanie et la Roumanie, n'avaient pas alors de soldats soviétiques sur leur territoire.

Lors de l'échange de lettres entre Staline et Tito, au début de 1948 — premier document historique que la plus haute hiérarchie communiste ait rendu public depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale —, Staline admoneste Tito en ces termes : « Il faut également remarquer que les partis communistes français et italien ont pour la cause de la révolution, non pas moins, mais plus de mérites que le Parti communiste yougoslave. S'il est vrai que les partis français et italien ont jusqu'à présent moins de succès que le Parti communiste yougoslave, cela ne s'explique pas par des qualités exceptionnelles du Parti communiste yougoslave, mais principalement par le fait que... l'Armée soviétique accourut au secours du peuple yougoslave, défit les occupants allemands, libéra Belgrade et créa ainsi les conditions indispensables pour l'accession du parti communiste au pouvoir. Malheureusement, l'Armée soviétique n'apporta pas et ne pouvait pas apporter la même assistance aux partis communistes français et italien ¹. »

2. L'assurance devait être obtenue au départ que l'avance de l'Armée rouge en Europe orientale et centrale se ferait avec l'accord des

1. Échange de lettres entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et le Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, Le Livre yougoslave, 1950, p. 110-111.

Occidentaux, et que la soviétisation de ces pays s'accomplirait ensuite sans qu'ils sortent de la passivité et de la non-intervention. Les Occidentaux laisseront donc Staline faire à partir de 1944, mais à une plus grande échelle, ce que Hitler lui avait déjà permis au temps du pacte germano-soviétique en 1939-1940. (la « libération » par l'Armée rouge de la partie orientale de la Pologne, des trois pays baltes, de la Bessarabie et de la Moldavie). Une fois rassuré sur leur attitude de non-intervention en Europe orientale et centrale, Staline se refusera à mettre en péril cet acquis par une quelconque action expansionniste militaire, qu'elle soit de son fait ou d'un autre parti communiste. Quand Tito aura convoité Trieste, il se verra rappeler à l'ordre par Staline : « Et, comme tous les moyens pour donner Trieste à la Yougoslavie étaient épuisés, il ne restait plus à l'Union soviétique que d'entrer en guerre avec les Anglo-Américains à cause de Trieste et de le prendre de force. Les camarades yougoslaves auraient dû savoir qu'après une guerre aussi difficile, l'URSS ne pouvait s'engager dans un nouveau conflit ¹. » Lors de l'insurrection communiste en Grèce, de 1944 à 1949, Staline se montrera complètement indifférent et même hostile, au point de ne pas autoriser la diffusion de nouvelles sur la question dans la *Pravda* et d'interdire de mentionner l'action des insurgés dans les déclarations officielles du Kominform.

3. Parallèlement à l'action militaire décisive de l'Armée soviétique, il faut mettre en marche un processus politique, confié forcément aux autochtones, mais dirigé par les hommes de Moscou. Ce processus doit se dérouler par étapes successives et exige la recherche d'alliances provisoires, sous la forme de la tactique dite « de fronts ». Déjà, à l'époque de l'Internationale communiste, cette tactique des fronts avait connu trois versions successives : le Front unique (en décembre 1921), c'est-à-dire l'unité d'action avec les socialistes; le Front populaire (en 1934-1935), alliance avec les socialistes et avec les partis dits petits-bourgeois; le Front national, lancé en juin 1941 en Europe (après avoir été inauguré dès 1920 en Asie), autrement dit l'alliance avec la bourgeoisie, grande, moyenne ou petite, à condition qu'elle soit « patriotique ».

A partir de 1944 — donc après la dissolution de l'Internationale

1. *Op. cit.*, p. 85.

communiste —, ces trois formules de Front sont mises en application en Europe centrale et orientale, mais selon un ordre chronologique inverse de celui qui apparut au temps du Komintern. Cette fois ce fut d'abord le Front national, ensuite la formule moins large du Front populaire antifasciste et enfin, aux environs de 1950, le Front unique, aboutissant, sous le couvert de l'unification du PC et du PS, à la liquidation progressive et définitive des partis socialistes en Europe centrale.

4. Dans les coulisses, derrière le Front qui se trouvait officiellement au gouvernement dans tous les pays, opère un véritable noyau dirigeant, plus restreint que le Bureau politique du Parti communiste, comme au temps du Komintern une fois de plus. A la tête de ce noyau dirigeant se trouve toujours un homme totalement dévoué à Staline; en Allemagne orientale, Walter Ulbricht avec son groupe (cf. la description de Wolfgang Leonhardt dans ses souvenirs) ou, en Hongrie, Rakosi avec sa « clique ».

5. La soumission totale de ces pays ne doit pas aboutir à leur incorporation pure et simple dans le cadre de l'Union soviétique. A l'instar — une fois de plus — du Komintern, au sein duquel chaque parti communiste gardait toutes les apparences d'une entité autonome, chaque pays communiste se doit maintenant de présenter la façade d'une existence propre. Lorsque, le 5 juin 1945 — un mois après la fin de la Seconde Guerre mondiale —, le Yougoslave Kardelj déclare à l'ambassadeur soviétique : « Nous voudrions que l'Union soviétique nous considère comme représentants d'une des futures républiques soviétiques », il se fait tourner en ridicule par Staline pour « ces réflexions primitives et erronées ».

6. Comme au temps de l'Internationale communiste, sur laquelle il exerçait un règne absolu, Staline entretiendra des liens bilatéraux entre l'Union soviétique et chacun des pays communistes, mais ne tolérera pas l'instauration de liens organiques entre ces pays communistes en dehors de l'URSS. De la même manière qu'au temps du Komintern, Staline avait mis en sommeil la Fédération balkanique des partis communistes, de même en 1947-1948, il s'opposera à la formation de la Fédération balkanique des pays communistes.

La mainmise soviétique sur les pays de l'Est a été achevée dans un délai allant de six à sept ans, mais en deux étapes assez nettement distinctes : de 1945 à 1948, le régime des pays, dirigés au départ par un gouvernement du Front national, se transforme en un régime entièrement dominé par le Parti communiste; de 1949 à 1952, ces mêmes pays se transforment en satellites soviétiques dans le domaine de la politique extérieure et deviennent des dictatures staliniennes dans le domaine de la politique intérieure.

Première phase : 1945-1948.

La diversité des situations de départ d'un pays à l'autre était telle qu'il était parfaitement possible de ne pas percevoir l'unité de but de Staline et même de croire à l'adoption d'une solution spécifique dans chaque pays. Une distance apparemment infranchissable séparait la Yougoslavie, entièrement aux mains des communistes dès 1945, et la Hongrie où, aux premières élections, en 1945, le PC n'obtint que 17 % des suffrages exprimés et où, aux élections suivantes, en 1947, l'opposition récoltera près de 40 % des voix. Mais derrière cette diversité (« formelle », dirait le vocabulaire léniniste), des caractéristiques communes se rencontraient dans tous les partis communistes de l'Europe orientale et centrale :

Première caractéristique. L'ordre politique et social que ces partis se proposaient d'établir fut défini par le terme « démocratie populaire » — une expression que Tito fut le premier à employer dès 1945. La formule désignait une phase intermédiaire dans le passage du capitalisme au socialisme, mais, dès le départ, dans sa définition, deux particularités furent évoquées pour la singulariser par rapport à la Russie soviétique :

1. La démocratie populaire représente une voie spécifique et nationale qui se distingue du modèle soviétique, ainsi que Rakosi le précisait au III^e Congrès du PC hongrois, le 29 septembre 1946 : « Dans les vingt-cinq dernières années, les partis communistes du monde entier ont appris qu'il existe plusieurs voies qui mènent au socialisme et par conséquent que nous ne pouvons pas édifier le socialisme sans emprunter notre propre voie, sans prendre en conséquence les conditions spécifiques de notre pays... Notre socialisme sera créé uniquement

comme le résultat de l'histoire hongroise et des forces économiques, politiques et sociales hongroises. Ce sera le socialisme né sur le sol hongrois et adapté aux conditions hongroises¹. » Ce que le secrétaire général du PC hongrois et futur premier ministre de Budapest promettait pour son pays, Klement Gottwald, secrétaire général du PC tchécoslovaque et futur premier ministre de Prague le promettait quatre jours plus tôt pour le sien dans son rapport au Comité central du PC : « Ainsi que l'expérience l'a déjà montré et que nous l'ont appris les classiques du marxisme et du léninisme, il n'y a pas, dans toutes circonstances, qu'une seule voie vers le socialisme, c'est-à-dire celle qui y mène à travers la dictature du prolétariat et les soviets. En présence d'un certain rapport de forces dans le domaine international et sur le plan intérieur, on peut envisager encore un autre chemin menant au socialisme... Cela est également vrai pour notre pays². » Ce n'est pas non plus un pur hasard si le secrétaire général d'un troisième PC et lui-même candidat (malheureux) au poste de président de gouvernement, Maurice Thorez, tenait sept semaines plus tard le même langage au moment où précisément il posait sa candidature à la direction du gouvernement français³.

2. Cette voie spécifiquement nationale vers le socialisme exclut le recours à la dictature du prolétariat, comme le soulignent dans leurs discours Rakosi, Gottwald et leurs homologues. La raison profonde de cette tactique ou plutôt de cette concession verbale, Rakosi l'expliquera *a posteriori*, une fois l'opération réussie : « En 1945... la discussion théorique de la dictature du prolétariat, envisagée comme une fin, aurait effrayé nos alliés de la coalition et aurait rendu, plus difficiles nos tentatives pour rallier la majorité non seulement des petits bourgeois, mais aussi des masses ouvrières⁴. »

Seconde caractéristique. A l'intérieur du gouvernement du Front, dont le titre officiel variait (Front de l'indépendance nationale en

1. Cité par E. Kardelj, *O Narodnoj Demokratiji u Jugoslaviji*, Beograd, 1949, p. 8.

2. *Rude Pravo*, 27 septembre 1946; cité par Paul Barton, *Prague à l'heure de Moscou*, Paris, 1954, p. 118.

3. Cf. son interview au *Times*, Londres, 17 novembre 1946.

4. M. Rakosi, « La voie de notre démocratie populaire », discours prononcé le 19 février 1952 à l'École supérieure du Parti, publié intégralement en France deux fois : la *Documentation française*, Articles et documents, n° 2 536 et *Est-Ouest*, n° 18.

Hongrie, Front patriotique en Bulgarie, Front national en Tchécoslovaquie et en Pologne), un processus identique fut partout engagé dès 1946-1947. Il reçut *après coup* le nom devenu célèbre de « tactique du salami », l'inventeur de cette formule étant Rakosi dans le discours déjà cité de février 1952. Il dira alors cyniquement : « Cette tactique consistait à débiter, jour par jour, tranche par tranche, la réaction qui se dissimulait dans les autres partis politiques. » La première phase de l'« opération salami » permettait de liquider les partis d'opposition; avec les tranches suivantes, les partis du Front, donc faisant partie du gouvernement, étaient découpés. Mais cette seconde phase se déroulait selon un ordre strict : les alliés dits de droite étaient les premiers visés (en Hongrie c'était le Parti des petits propriétaires), ensuite venait le tour du centre et de la gauche (le Parti social-démocrate y compris). Chaque fois, à l'intérieur de la formation destinée à devenir la victime prochaine, les communistes soutenaient ou même suscitaient une « gauche » qui exigeait l'élimination de la « droite » dans son propre parti. Une fois cette besogne accomplie, cette « gauche » complice du Parti communiste subissait le même sort, comme ce fut le cas dans le Parti social-démocrate hongrois, deux des principaux pourfendeurs de la « droite » et champions de la fusion avec le PC, Arpad Szakasits et György Marosan, furent à leur tour épurés et jetés en prison.

Une composante importante dans la tactique de destruction de tous les partis politiques qui n'étaient pas le PC était leur noyautage par des agents communistes. Voici ce qu'on a appris grâce au livre de Eugenio Reale (*Avec Jacques Duclos au banc des accusés à la réunion constitutive du Kominform à Szklarska Poreba*). Au cours de ladite réunion en septembre 1947, Revai au nom du PC hongrois déclara que quatre communistes siégeaient officiellement dans le gouvernement, mais qu'en fait leur nombre était sept; on sut encore par la suite que parmi les « sous-marins » communistes se trouvaient un ministre socialiste, Sandor Ronai, et un dirigeant du Parti des petits propriétaires, Istvan Dobi. Lors de la même réunion du Kominform, G. Dej au nom du PC roumain révéla qu'au sein du Parlement le nombre officiel des députés communistes était 70, mais que leur nombre réel s'élevait à 180!

Pour pratiquer efficacement cette double « tactique du salami » et du « cheval de Troie », le Parti communiste dans chacun de ces pays

devait pouvoir compter sur deux appuis : l'Armée soviétique (absente il est vrai, après la guerre en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie) et la police politique¹. Rakosi, toujours dans le discours cité plus haut, devait avouer le rôle monopoliste de la police — au mépris non seulement de toutes les rassurantes déclarations officielles faites à l'époque, mais aussi de la doctrine du déterminisme marxiste, puisque visiblement ce n'était pas sur les forces économiques, mais policières que le Parti comptait pour imposer le régime communiste : « Il n'y avait qu'un seul organisme où notre Parti avait réclamé dès *la première minute* la direction et où aucun pourcentage ne joua en faveur de la coalition : c'était l'AVH » (police politique).

Au cours de cette première phase, communistes soviétiques et communistes autochtones avaient partie liée pour réduire à néant toutes les autres forces politiques; ce n'est qu'une fois cette besogne terminée, que viendra le tour des communistes autochtones eux-mêmes d'être victimes du mécanisme qu'ils avaient mis en marche. Le destin tragique de Laszlo Rajk symbolise bien ce passage d'une phase à l'autre : ministre de l'Intérieur du 23 mars 1946 au 10 juillet 1948, il dirige la purge du Parti des petits propriétaires dans la première phase pour devenir la victime la plus célèbre dans la seconde.

Seconde phase : 1949-1952.

C'est au cours de celle-ci que la domination soviétique s'impose totalement dans les pays de l'Est, à l'exception de la Yougoslavie. Quels sont les moyens et les méthodes, plutôt que les mécanismes, que Staline mit en marche pour instaurer et maintenir la mainmise soviétique totale dans ces pays devenus déjà des démocraties populaires²?

Il faut distinguer les moyens institutionnels, moins nombreux et moins importants, et les moyens non institutionnels, qui avaient la préférence de Staline. Parmi les moyens institutionnels, trois assurent

1. Cf. François Fejtő, *Le Coup de Prague*, Seuil, Paris, 1976.

2. Ce thème n'a pas été traité suffisamment, ni en quantité ni en qualité, dans les ouvrages consacrés aux pays de l'Est. Une exception à signaler : le chapitre 6 de l'ouvrage suivant : Zbigniew K. Brzezinski, *The Soviet Bloc. Unity and Conflict*, Revised Edition, New York, 1961. Voir aussi François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires*, vol. I : *L'ère de Staline*.

le passage de la première à la seconde phase lors de la mainmise soviétique :

1. *Les traités bilatéraux d'amitié et d'assistance.* Ils sont signés selon un protocole de préséance strictement respecté. Staline divise les pays en trois catégories par ordre d'importance décroissant : dans la première entrent les pays alliés (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Pologne) qui signent un traité d'alliance diplomatique-militaire avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale; la catégorie suivante comporte les anciens alliés de Hitler au cours de la guerre (Hongrie, Bulgarie et Roumanie) qui signent tous les trois, en 1948, l'alliance avec l'URSS. Enfin dans la troisième catégorie se rangent de véritables parias du système stalinien : l'Albanie et l'Allemagne orientale, auxquelles Staline n'accordera jamais une *protection sous forme d'alliance* diplomatique et militaire.

2. *Le Kominform*, fondé en septembre 1947, à l'exclusion une fois de plus des partis communistes est-allemand et albanais. Il symbolisa aux yeux de l'Ouest la politique stalinienne de la mise au pas de l'Est. En fait, le Kominform en tant qu'institution fonctionnera de moins en moins au fil des années. Sa fondation avait comme objectif principal de régler le « cas de Tito » : l'échec de cette mission entraîna la mise en sommeil progressive de l'institution, dont la dernière réunion officielle et publique remonte à novembre 1949.

3. *Le Comecon*, Conseil d'assistance économique mutuelle, fondé en janvier 1949. Après n'avoir eu qu'une session en 1950, il ne se réunit pas une seule fois ensuite, sous le règne de Staline. Sa réanimation, à partir de 1954-1955, sera l'œuvre de Khrouchtchev, qui présidera aussi à la naissance du pacte de Varsovie à la même époque.

Cet inventaire des moyens institutionnels illustre, par sa brièveté et sa pauvreté, un trait important du caractère et du comportement de Staline : pour les mêmes raisons qu'il ne convoqua qu'une seule fois le Plénum du Comité central du Parti bolchevik de l'URSS durant toute la guerre et qu'il ne le réunit qu'une seule fois dans toute la période

d'après-guerre, de 1945 à 1952, pour les mêmes raisons encore qu'il ne rassembla le Congrès du Parti bolchevik qu'une seule fois durant plus de treize ans, Staline dans ses relations avec les pays de l'Est européen comptera sur les moyens non institutionnels pour affirmer sa domination. Voici les principaux de ces moyens non institutionnels :

a. Staline lui-même et le stalinisme. Les secrétaires généraux des PC de l'Est devaient à Staline leur nomination à la tête de leur parti (d'abord) et de leur État (ensuite). Ils lui devaient par conséquent tout. Pour faire connaître sa volonté et la faire immédiatement accepter, il suffisait à Staline — comme il le disait lui-même — de « lever le petit doigt ». En pratique, cela se traduisait par un coup de téléphone (comme il fit pour trancher les points litigieux lors de la fondation du Kominform), par l'envoi d'un télégramme (comme il en usait avec Tito, avant la rupture de 1948), ou à la rigueur — un dérangement déjà plus important pour Staline — par une invitation à Moscou pour faire connaître oralement à une délégation est-européenne (généralement après une attente de plusieurs jours) son point de vue qui n'admettait aucune modification, mais seulement l'exécution.

A la personne de Staline et à son savoir-faire venait s'ajouter le stalinisme en tant que doctrine officielle de chacun des partis au pouvoir. Certes, la doctrine officielle était le marxisme-léninisme-stalinisme, mais la part de Marx était minime, la part de Lénine à peine un peu moins insignifiante, alors que le stalinisme (cf. le futur « culte de la personnalité ») se taillait la part du lion. La doctrine stalinienne était complétée par la pratique stalinienne, celle-ci tenant encore plus de place que celle-là, avec un trait principal : la substitution du rôle de la police au rôle dirigeant du Parti, à l'instar de ce qui s'était déjà passé en URSS. Dans son mémorandum, évoquant le stalinisme en Hongrie, Imre Nagy écrira peu après : « La police, avec l'aide active de Staline, s'est élevée au-dessus du Parti et de la société et elle est devenue le principal organe du pouvoir. » L'imitation aveugle du stalinisme de la Russie soviétique ne se bornait pas à placer la police au sommet de l'État et de la société, et à faire encenser chaque secrétaire général par son propre parti. Elle apportait aussi d'autres inspirations : les Constitutions mises en vigueur en Europe de l'Est à partir de 1948-1949 seront calquées sur le modèle stalinien de 1936 (cela avait déjà été le cas de la première Constitution yougoslave, en 1945); les Plans quinquennaux, introduits à partir de 1949, avec la collectivisation et l'industrialisation forcées; les

grands procès spectaculaires qui n'épargnèrent pas la vie aux secrétaires du Parti (Dzordzé en Albanie, Kostov en Bulgarie, Slansky en Tchécoslovaquie).

b. Le personnel soviétique. Chaque démocratie populaire recevait une quantité croissante de « spécialistes » soviétiques de tout genre, ayant chacun le droit de surveiller un secteur de la vie nationale du pays satellite. Le Surveillant officiel n° 1 est bien entendu l'ambassadeur soviétique, dont le rôle dans une démocratie populaire est ainsi défini par Staline lui-même (dans sa correspondance avec Tito) : « L'ambassadeur soviétique, communiste responsable, représentant d'un État ami qui a libéré la Yougoslavie de l'occupation allemande, a non seulement le droit mais le devoir de s'entretenir de temps à autre avec les communistes de Yougoslavie sur toutes les questions qui peuvent les intéresser¹. » Au nom de ce droit et de ce devoir, l'ambassadeur soviétique à Belgrade, à Varsovie, à Budapest, etc., rencontre séparément des membres du Bureau politique des « partis frères » et envoie des rapports à Moscou, alors que le Bureau politique yougoslave, polonais, hongrois, etc., n'est tenu au courant ni de ces entretiens ni à plus forte raison du contenu des rapports envoyés à Moscou.

Le système de la *nomenklatura* (liste des postes à pourvoir selon le droit exclusif du Parti) fonctionne ainsi dans chaque pays : au premier degré, le Parti communiste surveille la nomination à toutes les fonctions jugées importantes; au second degré, l'ambassadeur soviétique surveille son choix et use (ou abuse) du droit de veto. C'est ainsi que lorsque Tito nomma en 1946 Vladimir Velebit ministre-adjoint des Affaires étrangères, Molotov s'y opposa et provoqua une enquête sur ce compagnon de Tito qualifié d'« espion anglais ». Dans sa lettre à Tito, le 4 mai 1948, Staline ajoute d'autres accusations du même style, sans fournir l'ombre d'une preuve : « Mais Velebit n'est pas le seul espion dans l'appareil du ministère des Affaires étrangères. Les représentants soviétiques ont plusieurs fois parlé aux dirigeants yougoslaves du ministre yougoslave à Londres, Léontitch, comme d'un espion anglais... Le gouvernement soviétique sait que, sans compter Léontitch, il y a encore trois collaborateurs de l'ambassade yougoslave à Londres, dont les noms ne sont pas encore connus, qui sont au service de l'espionnage anglais². »

1. *Échange de lettres...*, op. cit., p. 83.

2. *Ibid.*, p. 82.

c. *Le noyautage de l'appareil communiste.* Alors que le Parti communiste autochtone noyaute les autres formations politiques de la coalition, ce sont les Soviétiques qui noyautent les trois principaux appareils du régime communiste : le Parti, la Police et l'Armée. Dans l'appareil du Parti, deux secteurs principaux sont visés : la section des cadres, donc la véritable police intérieure du Parti, et la section internationale, qui s'occupe des relations avec les « partis frères ». Dans la police des pays satellisés et stalinisés, la présence soviétique est double. Tout d'abord, des conseillers soviétiques sont placés au ministère de l'Intérieur et, à ce titre, ils vont par exemple superviser et diriger l'organisation des grands procès spectaculaires. Lors des procès Rajk, en 1949, et Slansky, en 1952, il était facile de constater que l'imitation du modèle soviétique était totale. Mais il faudra attendre la déstalinisation et la révolution de 1956 en Hongrie pour apprendre que le général Bielkine, du NKVD, supervisait dans les moindres détails la mise en scène du procès Rajk. Il faudra attendre encore le Printemps de Prague, en 1968, pour connaître le nom du général Likatchev qui accomplit la même besogne à Prague à l'occasion du procès Slansky.

Cependant, une autre forme de présence soviétique, plus dangereuse parce que clandestine, se développe à l'intérieur de l'appareil policier des satellites : le recrutement que les services secrets de l'URSS opèrent parmi les fonctionnaires de la police politique, pour les faire travailler au bénéfice de Moscou. Au nom de l'« internationalisme prolétarien », les fonctionnaires de la police cachent ce recrutement à leur propre parti. En cas de divergence, ils sont censés préférer le parti dirigeant soviétique. Quand la Yougoslavie publiera en 1951 un « Livre blanc » sur les procédés agressifs soviétiques, les documents vont révéler que dès 1945 les Soviétiques tentaient de recruter beaucoup de monde dans la police yougoslave, du ministre-adjoint de l'Intérieur jusqu'au simple fonctionnaire au Département du chiffre.

Quant à l'Armée de chaque pays satellite, les Soviétiques s'efforcent de la contrôler par un triple noyautage. Pour commencer, des spécialistes soviétiques sont affectés (au titre de la coopération fraternelle et socialiste) à l'état-major général, au ministère de la Défense nationale, et même au sein des différentes armes : aviation, artillerie, etc.

Deuxième échelon : des officiers de l'Armée rouge d'ascendance polonaise, bulgare, etc., reviennent dans leur pays d'origine et sont nommés à la tête de l'armée nationale, comme le maréchal Rokossow-

ski, promu en 1949 ministre de la Défense nationale en Pologne et Petar Pantchevsky, général de l'Armée rouge, devenu en 1950 ministre de la Défense nationale en Bulgarie. Enfin, troisième forme de noyau-tage, la plus redoutable pour les intérêts nationaux : le recrutement effectué par les services secrets soviétiques dans le corps d'officiers de chaque pays. La Yougoslavie, après la rupture, révélera qu'entre 1945 et 1948 la plupart des officiers yougoslaves, envoyés pour se perfectionner dans les écoles militaires supérieures soviétiques, avaient été l'objet à la fin de leurs études d'un entretien particulier, d'abord en vue de les « tâter » et ensuite de les recruter dans les services soviétiques.

d. *La russification des pays de l'Est.* La domination soviétique se traduit en pratique par une russification dans tous les domaines, à commencer par l'adoption de la langue russe comme première langue étrangère dans chaque pays. Le modèle russe est dominant partout. Dans le domaine de la presse, la *Pravda* est imitée par l'organe officiel de chacun des autres partis communistes satellites. Dans le domaine de la littérature, le réalisme socialiste est le dogme obligatoire. Dans le cinéma, la production russe envahit les salles. Dans le domaine de la science, la Russie est célébrée comme première nation du monde et les Russes comme les plus importants des inventeurs.

Dans les relations économiques l'hégémonie russe aboutit logiquement à l'exploitation de ces pays au profit de Moscou, qui ne respecte pas les prix mondiaux, mais fixe les prix d'achat à sa guise. Ainsi, en 1948, l'URSS achète les quatre cinquièmes des exportations de tabac bulgare à un prix très bas; lorsque la Bulgarie tente de trouver un marché étranger capitaliste pour les 20 % qui restent, elle constate que les Soviétiques ont déjà revendu son propre tabac aux Italiens à un tarif inférieur de 35 % à celui qu'elle propose. Les Soviétiques ont pu consentir ce prix avantageux pour la bonne raison qu'ils ont payé le tabac bulgare à un prix dérisoire. Autre exemple : en 1949, la Yougoslavie révéla qu'avant la rupture avec Moscou, la production d'une tonne de molybdène, alliage essentiel de l'acier, revenait à 500 000 dinars, alors que les Soviétiques la payaient aux Yougoslaves 45 000 dinars, moins d'un dixième de son coût.

L'EXPLOSION, SON ARRIÈRE-PLAN ET SON CONTEXTE

La stalinisation sur le plan intérieur et la satellisation sur le plan extérieur connurent une croissance à rythme accéléré sous Staline, mais aussi un recul rapide après la mort de Staline. A partir du 5 mars 1953, l'absence déjà sensible de liens institutionnels se fit encore plus sentir avec la disparition de l'homme qui dans un tel système pyramidal représentait à la fois la base et le sommet. Le vide créé par sa mort ne tarda pas à entraîner deux effets : l'un au Kremlin et l'autre dans les partis communistes des pays satellisés.

L'équipe dirigeante du Kremlin, Khrouchtchev en tête, se rendit vite compte que des changements étaient indispensables dans les relations avec les pays satellites, comme ils l'étaient à l'intérieur de l'URSS elle-même. Au sommet, les dirigeants du Kremlin firent étendre dans les pays satellites le principe de la direction collective, avec, comme corollaire, la séparation des deux postes suprêmes : le secrétariat général du Parti et la direction du gouvernement. A la base, des réformes connues sous le nom de « cours nouveau » ou « étape nouvelle » furent inaugurées d'urgence en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne. En même temps, les premières secousses post-staliniennes se produisirent durant cette année 1953 : la révolte populaire en Allemagne orientale et les émeutes de Pilsen, en Tchécoslovaquie. Les réformes dans le Parti et les modifications dans le pays ne réussirent pas à produire d'effets durables en 1953; pour paraphraser une formule léniniste connue, l'année 1953 ne fut que la répétition générale de l'année 1956.

La disparition de Staline eut une autre conséquence pour la direction des partis communistes de l'Est. Les équipes communistes dirigeantes qui avaient été, dans la première phase (1945-1948), les instruments utilisés pour imposer la domination soviétique et communiste et qui étaient devenues, dans la deuxième phase (1949-1952), des victimes de cette domination, se transforment peu à peu en centres d'autonomie, sinon d'indépendance à l'égard de Moscou. Entre les deux principales forces en présence dans les pays de l'Est — les Russes et le peuple — de nombreux dirigeants communistes commencent à se rapprocher du peuple et à s'éloigner des Russes, processus qui devait rendre possible les événements de 1956.

François Fejtö

De Budapest et Varsovie 1956 à Prague 1968

Budapest 1956 : ce n'est pas simplement le lieu et la date d'un événement historique. C'est un symbole, une ligne de partage entre les hommes pour lesquels la liberté, nationale et individuelle, représente une valeur prioritaire et les autres qui — sous quelque prétexte et nom que ce soit — préfèrent la dictature. En empruntant une formule de l'Internationale communiste, on pourrait dire que c'est l'attitude envers Budapest 1956 qui constitue la véritable pierre de touche de l'attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme, au droit des peuples de décider eux-mêmes de leur propre sort.

En effet, aucune révolution n'a été autant et aussi injustement calomniée que celle du peuple hongrois. Et les calomnies, les préjugés ont la vie tenace. Beaucoup de ceux qui en 1956, de bonne ou de mauvaise foi, se sont faits les complices des divisions blindées qui ont écrasé l'insurrection, même s'ils ont « évolué » depuis — au point de désapprouver l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 —, se montrent aujourd'hui encore réservés à l'égard de la Hongrie. C'est que dans la révolte hongroise, disent-ils, « il y avait eu des éléments contre-révolutionnaires, tandis que la Tchécoslovaquie, c'était autre chose, il n'y avait aucun danger pour le socialisme¹ ». Or cette discrimination est tout à fait arbitraire.

Il est vrai, en revanche, que la signification historique de Budapest 1956 ne s'éclaire réellement que par la comparaison avec les événements simultanés de Varsovie et avec ce qui s'est passé en Tchécoslo-

1. Jean Kanapa, en polémique avec ses camarades hongrois, a évoqué les « erreurs de 1956 ». Mais il n'a pas précisé en quoi consistaient selon lui ces erreurs.

vaquie douze ans plus tard. (« Toute histoire si elle est faite sérieusement devient histoire comparée », écrit Paul Veyne avec raison.) Les trois événements relèvent de la crise de l'ordre international instauré par Staline en Europe orientale. Les événements de Hongrie — que Georges Lukacs a qualifié de *népfölkelés*, soulèvement populaire; un Kadar assagi se servira en 1972 à leur propos des termes « déraillement », voire « tragédie nationale » — comme les événements moins spectaculaires de Pologne de ce même automne étaient étroitement liés aux changements survenus dans la politique soviétique après la mort de Staline, à la réhabilitation de Tito, au XX^e Congrès, au processus de la déstalinisation. Les protagonistes du Printemps de Prague se référeront, eux aussi, au XX^e Congrès du Parti soviétique; le paradoxe — dont les causes restent à éclaircir — c'est qu'ils sont devenus, Dubcek à leur tête, « khrouchtchevistes » quatre ans après la chute de Khrouchtchev et en plein essor du néo-stalinisme en URSS.

Les crises de 1956, puis de 1968, ont eu pour effet de révéler les antagonismes latents, les potentialités de changements, voire de révolutions, inhérentes au système communiste en même temps que la nature et la puissance des forces de cohésion, d'intégration et de régulation dont celui-ci dispose pour prévenir ou surmonter des crises. Les sociétés capitalistes démocratiques, sauf de rares moments d'euphorie positiviste (quand on se met à parler de la fin des idéologies, de la fin de la lutte des classes), sont conscientes du caractère conflictuel et de la fragilité de leur système. Elles savent — les historiens et sociologues sont là pour les en persuader — qu'elles sont bourrées de contradictions mortelles. Ce n'est pas le cas des régimes « socialistes » qui ont mis longtemps à s'apercevoir que la collectivisation des moyens de production et l'élimination de la bourgeoisie ne les a pas immunisés contre les antagonismes et contre les crises. Ils se croient toujours irréversibles, mais au moins admettent-ils maintenant qu'ils ne sont pas invulnérables.

Tant la crise hongroise que celle, parallèle, de la Pologne en 1956, puis la crise tchécoslovaque de 1968 ont mis en lumière la dépendance décisive des démocraties populaires à l'égard de l'URSS, ce que j'ai défini comme la « contradiction fondamentale » du système soviétique. Les régimes communistes de l'Est sont des sous-systèmes faisant partie